

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

Une économie régionale résistante sur fond d'incertitudes

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	11
MÉTHODOLOGIE	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

L'économie française résiliente devant la forte inflation

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité. Ainsi selon le [FMI \(WEO de janvier 2024\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.

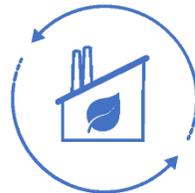
Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, **l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

Chiffres clefs



Industrie

Chiffre d'affaires

2023 : +5,8%

2024 : +2,2%

dont Exportations

2023 : +5,3%

2024 : +1,6%

Effectifs

2023 : +2,7%

2024 : +1,1%



Services marchands

Chiffre d'affaires

2023 : +6,3%

2024 : +4,4%

Effectifs

2023 : +1,2%

2024 : +2,4%



Construction

Production totale

2023 : +1,2%

2024 : +0,5%

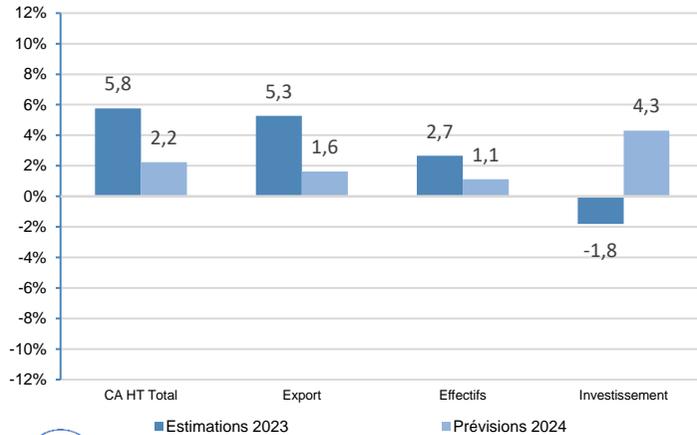
Effectifs

2023 : -0,8%

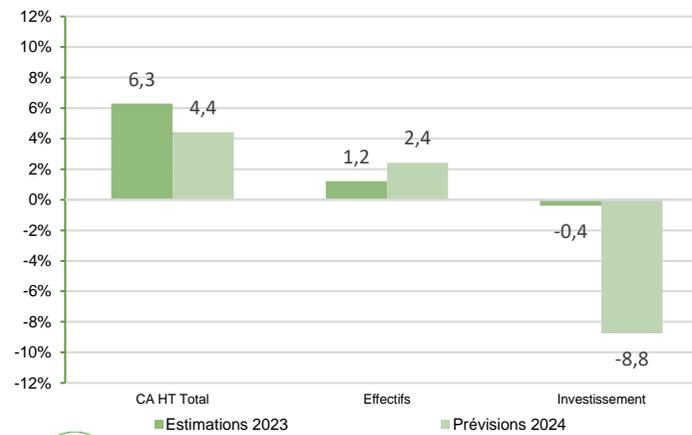
2024 : -1,0%

Situation régionale

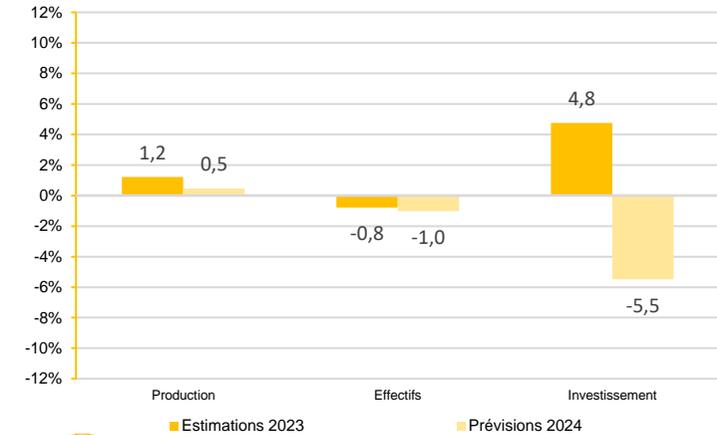
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2023, l'économie régionale a maintenu une croissance d'activité dans tous les secteurs y compris dans la construction où la progression est plus limitée. Cette situation résulte d'un premier semestre plutôt dynamique dans l'industrie. La période estivale et la présence d'évènements culturels et sportifs en automne ont été bénéfiques aux services marchands. L'activité de la construction a pâti d'un manque de volume.

Ces performances doivent toutefois être resituées dans un contexte inflationniste. L'effet prix s'est fait ressentir plus particulièrement dans les activités de services et de la construction du fait de revalorisations de branche et des fluctuations des prix des matériaux et des énergies.

L'emploi a augmenté dans tous les secteurs à l'exception de celui de la construction. Cet effort a été insuffisant dans la construction, ce qui a eu pour effet une contraction des effectifs en dépit de besoins structurels prégnants.

La dynamique de l'investissement observée ces dernières années a globalement marqué une pause ; l'industrie et les services marchands ont subi un léger repli (agro-alimentaire principalement) tandis que la construction, notamment portée par la filière du second œuvre affiche une hausse.

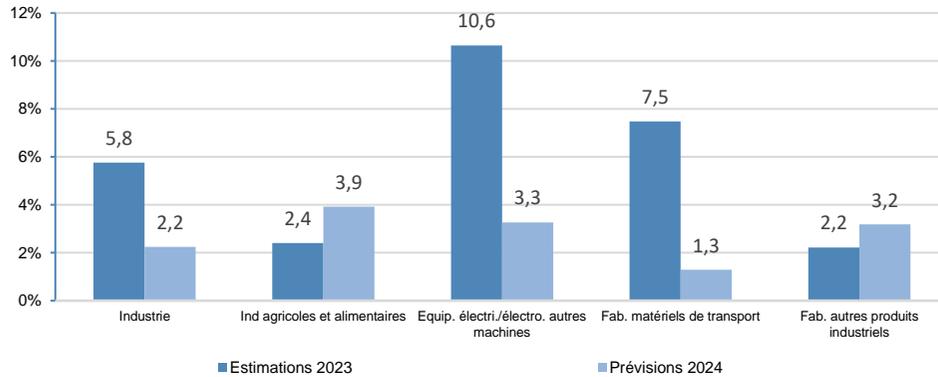
Pour 2024, l'activité évoluerait positivement mais la visibilité est assez limitée. La principale préoccupation des dirigeants demeure la défense des marges pour sécuriser les trésoreries parfois sous tension et préserver une capacité d'investissement.



Synthèse de l'Industrie

En 2023, la poursuite de la croissance de l'industrie est observée dans tous les compartiments. Des recrutements ont été opérés hormis dans l'agro-alimentaire. L'activité 2024 resterait positivement orientée.

Évolution des chiffres d'affaires



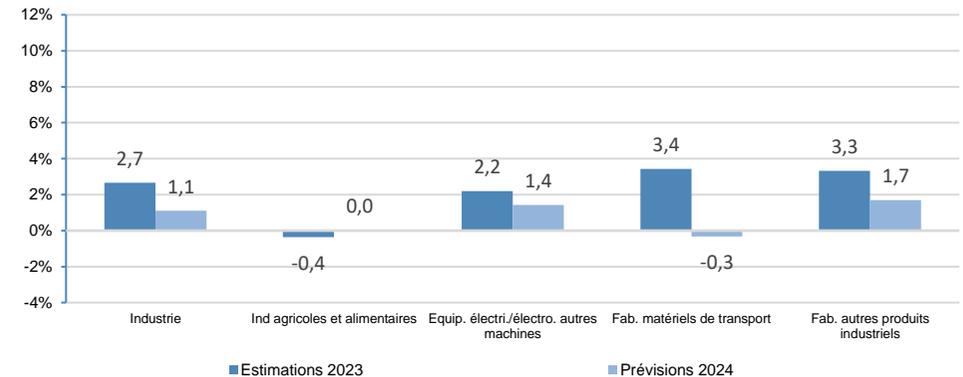
Les chiffres d'affaires sont en progression en raison du soutien des exportations et d'un effet prix. L'investissement a enregistré une baisse, à la suite du pic survenu en 2022, qui apparaît ponctuel. La rentabilité s'est maintenue en 2023, tendance qui devrait se prolonger en 2024. Les prévisions d'activité demeurent favorables.

La situation de l'emploi s'est de nouveau améliorée dans l'industrie et le recours à l'intérim s'est nettement réduit.

Quelques difficultés de recrutements, moins nombreuses, sont encore évoquées.

L'emploi prévoit, globalement une légère hausse pour 2024, à l'exception du travail temporaire qui connaîtrait une nouvelle contraction.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – INDUSTRIE

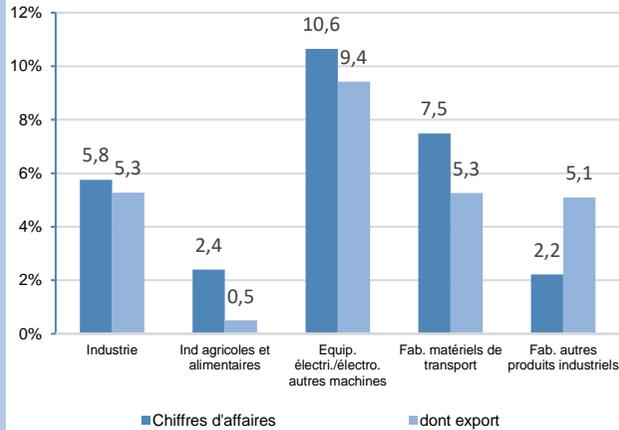


9,1%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffres d'affaires, dont export

Industrie par secteurs



La production industrielle est restée favorablement orientée.

Si tous les compartiments sont concernés, celui des équipements électriques et électroniques – autres machines, a affiché une progression plus marquée. Les secteurs de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques en ont été les principaux contributeurs.

La demande clients a été globalement présente au premier semestre mais s'est tarie en fin d'année.

Évolution positive des chiffres d'affaires

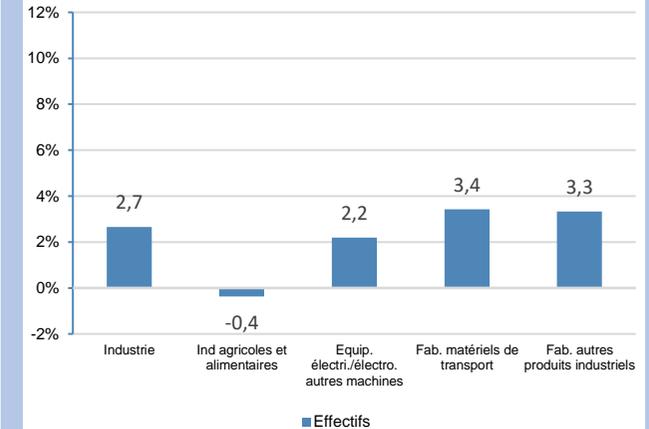
Effectifs (yc. Intérim)

Des recrutements ont été opérés, excepté dans les industries agricoles et alimentaires, plus en retrait.

Le recours à l'intérim s'est tassé dans l'ensemble et plus particulièrement dans le secteur de la fabrication de matériels de transport.

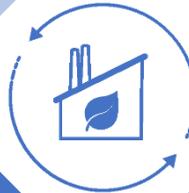
Des difficultés de recrutements sont encore évoquées particulièrement dans les secteurs de la fabrication de matériels de transport et d'autres produits industriels. Les profils qualifiés demeurent la principale recherche.

Industrie par secteurs

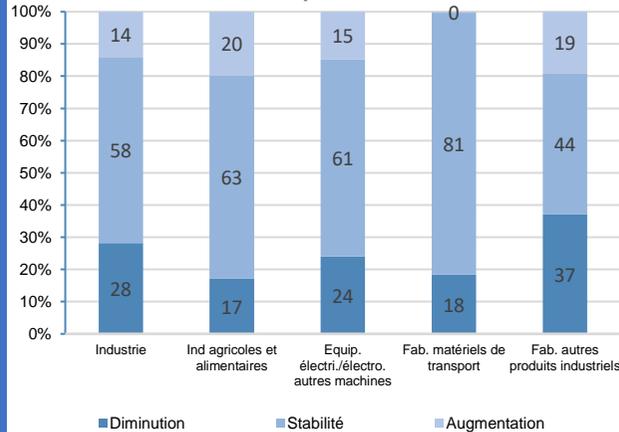


Hausse des embauches

Bilan 2023



Industrie par secteurs



Maintien des marges

La rentabilité d'exploitation est apparue stable dans l'ensemble des secteurs.

Du fait d'un retour de la concurrence internationale, la hausse du coût des intrants n'a été que partiellement répercutée sur les prix de vente.

Rentabilité

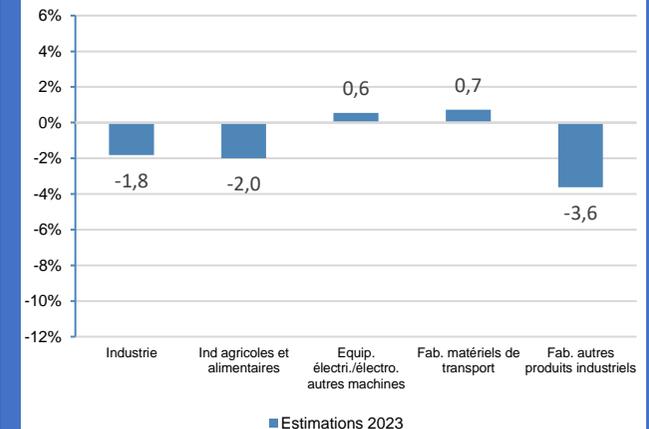
Baisse des investissements

Les programmes d'investissement ont diminué, et de façon plus marquée dans la fabrication des autres produits industriels. En effet, un gros effort a déjà été consenti en 2022 et l'incertitude a généré un certain attentisme.

Pour la majorité des dirigeants interrogés, les investissements ont été engagés principalement pour la modernisation de l'outil de production.

Investissements

Industrie par secteurs



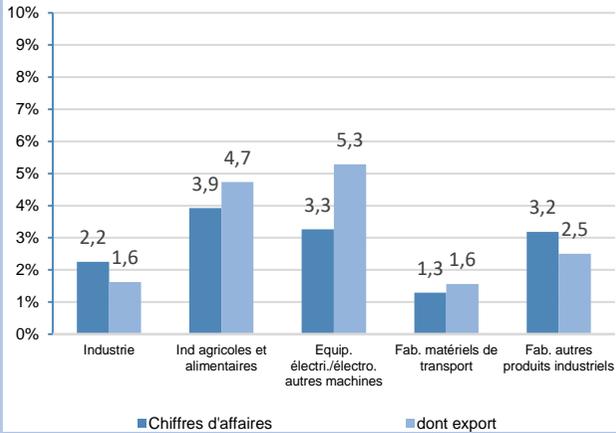


9,1%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffres d'affaires, dont export

Industrie par secteurs



Les dirigeants tablent sur une progression d'ampleur limitée avec une composante export moins dynamique que le marché national qui resterait correct.

Les Jeux Olympiques pourraient offrir pour certains, de nouvelles opportunités.

Perspectives d'activité correctes

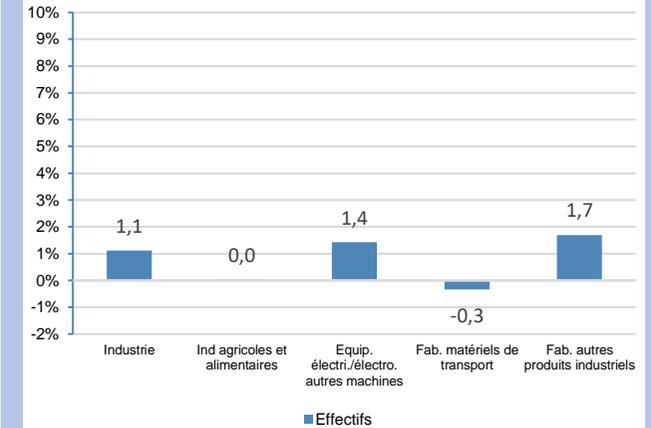
Effectifs (yc. Intérim)

Au global, quelques recrutements sont prévus hormis dans l'agro-alimentaire et la fabrication de matériels de transport qui seraient stables.

Par ailleurs, le recours à l'emploi temporaire n'est pas envisagé à court terme, principalement dans la fabrication de matériels de transport.

Légère hausse prévue

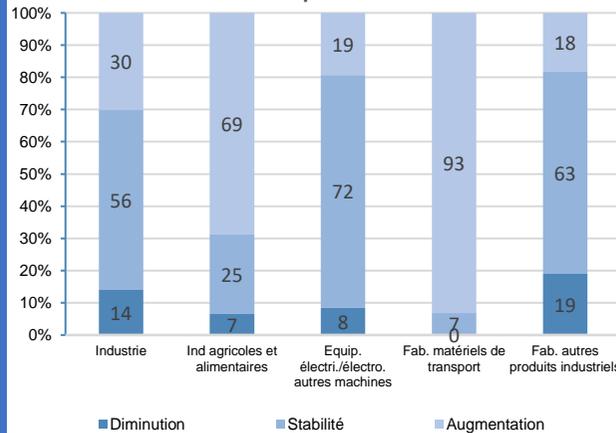
Industrie par secteurs



Perspectives 2024



Industrie par secteurs



Un retour à la normale attendu

Globalement, la stabilité de la rentabilité prévaudrait.

Elle serait toutefois en augmentation dans l'agro-alimentaire et dans la fabrication de matériels de transport.

La principale préoccupation des entrepreneurs serait la préservation des marges, avec notamment un recours réduit à la sous-traitance.

Rentabilité

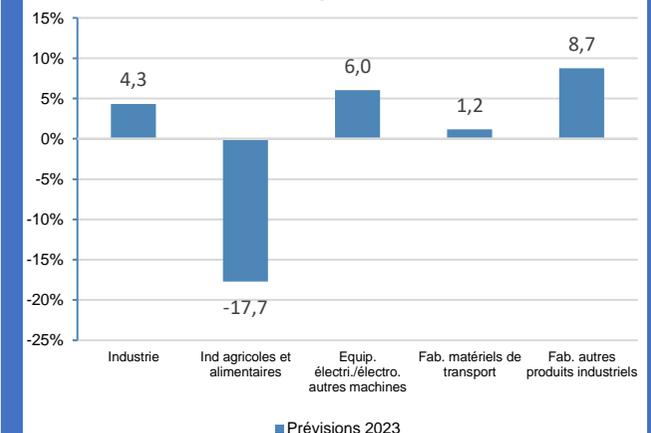
Reprise des investissements

La plupart des dirigeants envisage à nouveau d'investir en 2024 sauf dans l'agro-alimentaire.

L'effort serait de nouveau orienté sur la modernisation du capital technique.

Investissements

Industrie par secteurs

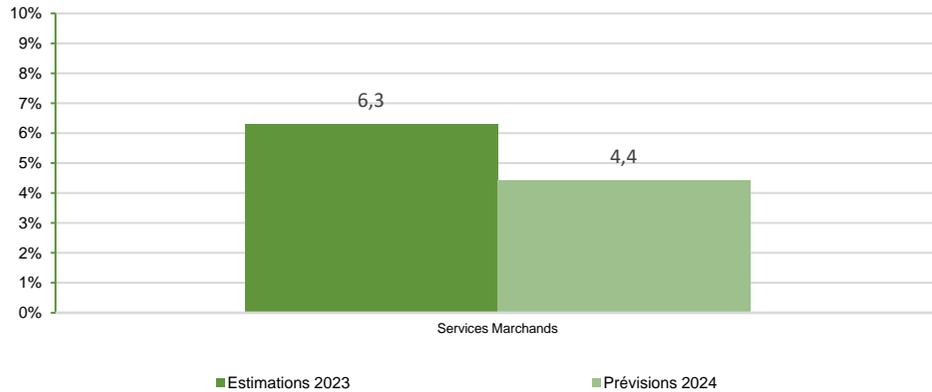




Synthèse des services marchands

Globalement, l'activité des services marchands a poursuivi sa croissance. Quelques recrutements sont venus renforcer les équipes. Le chiffre d'affaires 2024 devrait progresser de nouveau mais de manière plus modérée selon les secteurs.

Évolution du chiffre d'affaires



En 2023, le chiffre d'affaires des services marchands a progressé dans sa globalité. Cette progression est à rapprocher des hausses tarifaires (souvent partielles) liées au coût des intrants (énergie, matériaux, revalorisation salariale), parfois au détriment de la rentabilité.

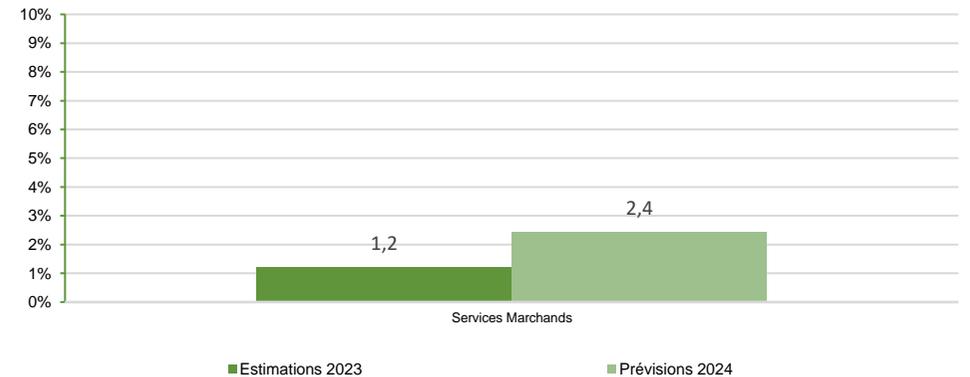
Les dirigeants restent optimistes et anticipent pour l'année prochaine, non sans prudence, une croissance modérée de leur activité et de leur rentabilité.

Le ralentissement des investissements de 2023 devrait se prolonger en 2024.

Dans l'ensemble, les effectifs ont enregistré quelques recrutements en 2023 avec un moindre recours à l'intérim.

Pour 2024, les professionnels indiquent vouloir poursuivre leurs efforts pour trouver les profils nécessaires à la bonne marche de l'activité et réduire encore la part des intérimaires.

Évolution des effectifs

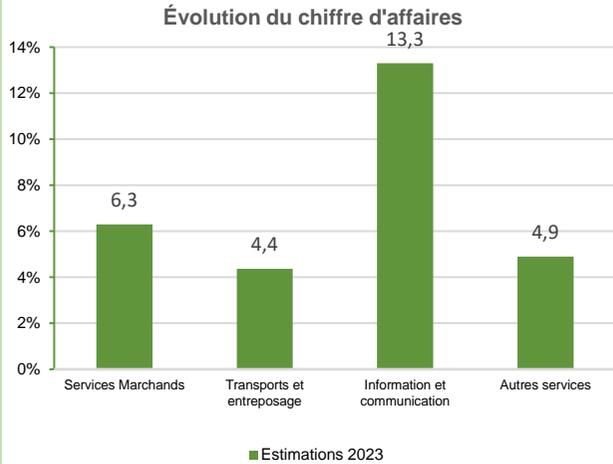


Source Banque de France – SERVICES



43%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

L'activité des services marchands s'est inscrite globalement en croissance en 2023.

La forte progression dans l'information/communication est à rattacher à une hausse des transactions liée aux événements régionaux et à une revalorisation tarifaire.

Quelques freins ont été évoqués par les professionnels des transports/entreposage et des autres services : l'essoufflement du rebond post-Covid, la situation dans l'immobilier ou encore la concurrence tarifaire.

Une activité en croissance

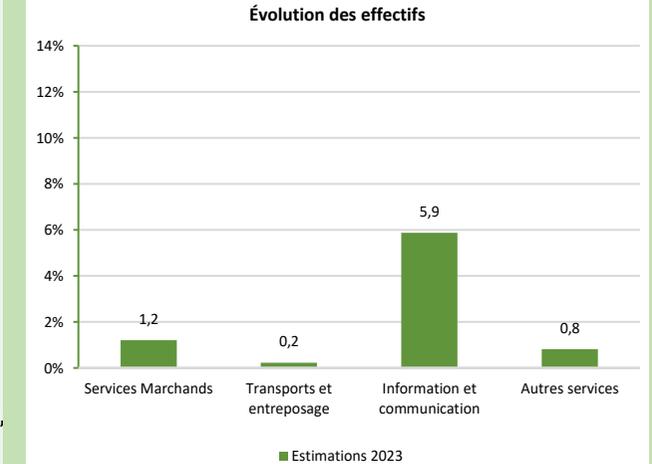
Effectifs (yc. Intérim)

Les effectifs se sont étoffés en 2023, notamment dans l'information et communication.

À l'inverse, l'emploi a pâti des mesures d'économies prises dans les transports et entreposage pour préserver le niveau de rentabilité.

Les difficultés sont persistantes dans tous les secteurs.

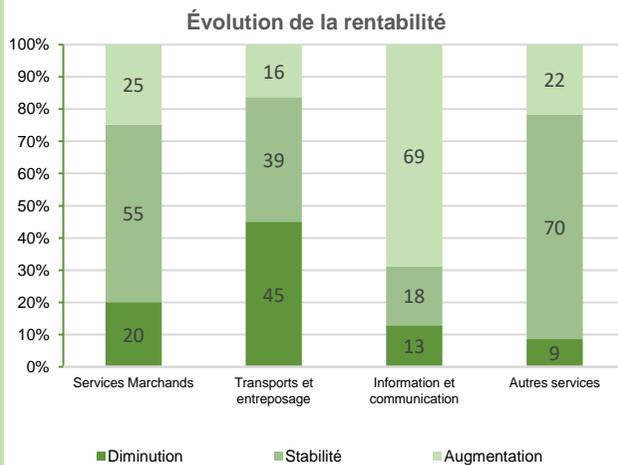
Des effectifs quasi stables, dans l'ensemble



Bilan



2023



Une stabilité de la rentabilité à nuancer

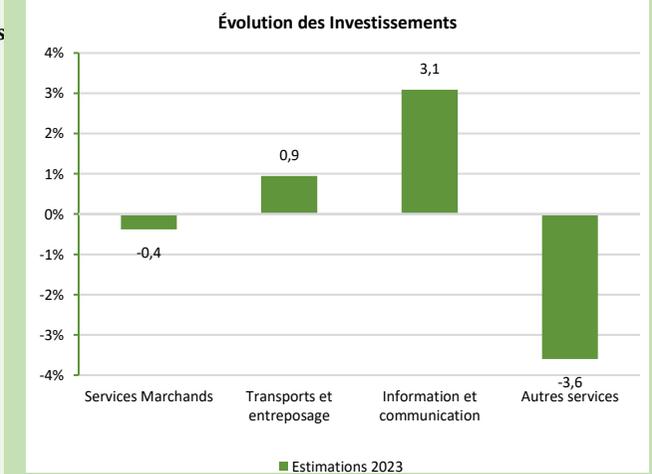
La stabilité apparente de la rentabilité masque deux évolutions contrastées. Une part des entreprises est parvenue à maintenir sa rentabilité par la répercussion partielle de la hausse du coût des intrants et par une politique de rationalisation des charges. L'autre partie, plus exposée aux aléas économiques, sociaux et géopolitiques affiche une rentabilité dégradée.

Rentabilité

Maintien des investissements

Dans l'ensemble, le niveau des investissements s'est ralenti en 2023.

Si dans les autres services il a diminué après le pic d'investissement de 2022, quelques programmes ont été engagés dans l'information et communication.

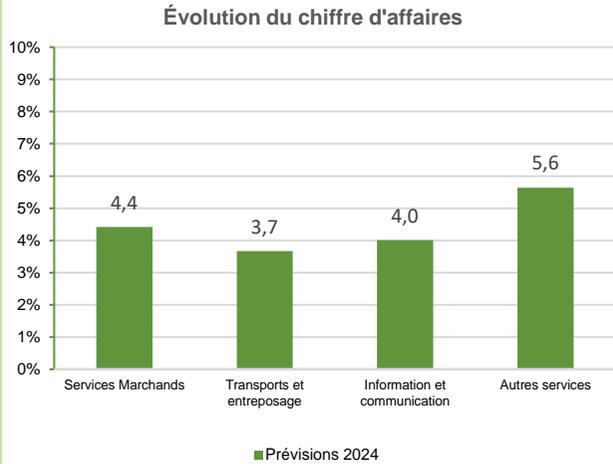


Investissements



43%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

Une croissance d'activité plutôt homogène est anticipée en 2024, dans chaque secteur. Les autres services enregistreraient la progression la plus élevée.

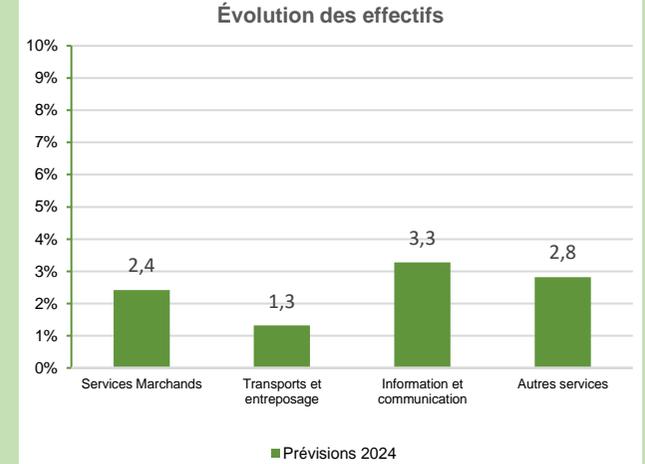
Cette évolution favorable serait liée à un redressement de la demande et à la modération des tensions inflationnistes.

Une croissance mesurée mais plus homogène

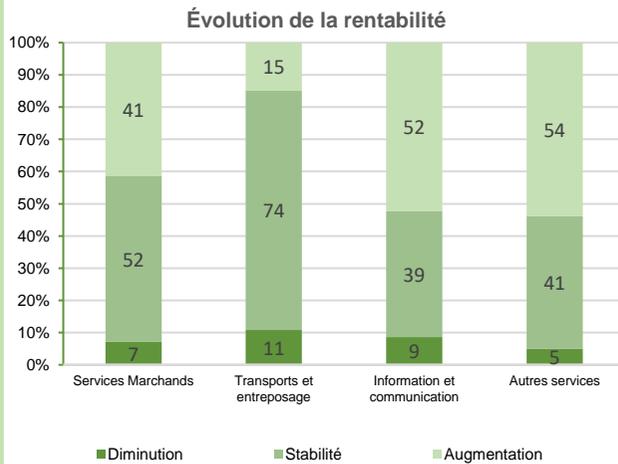
Effectifs (yc. Intérim)

Dans un contexte d'inadéquation entre l'offre et la demande, les entreprises poursuivraient leurs recrutements en direct, sauf dans les autres services où le recours à l'intérim prévaudrait.

Renforcement des effectifs



Perspectives 2024



Une amélioration attendue

Pour la grande majorité, la rentabilité se stabiliserait, voire s'améliorerait.

Une révision des modèles économiques est privilégiée dans les transports/entreposage et les autres services pour préserver les marges.

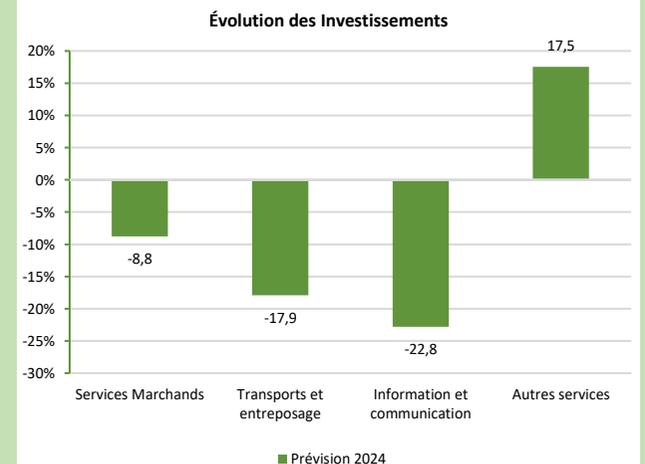
Rentabilité

Des investissements en retrait

Les investissements reculeraient dans l'ensemble. Cette évolution traduirait à la fois l'aboutissement d'un cycle d'investissement dans certaines filières et l'attentisme des entrepreneurs.

Seuls les autres services enregistreraient une hausse en 2024.

Investissements

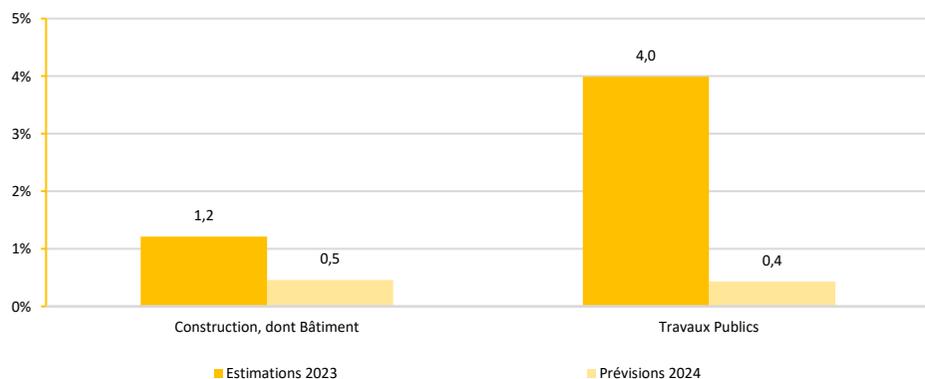




Synthèse du secteur Construction

En 2023, la croissance de l'activité reste positive mais l'effet prix est mis en avant par la plupart des dirigeants. Les effectifs se sont légèrement contractés. Le manque de dynamisme de la demande alimente les incertitudes pour l'année à venir et aboutit à une prévision de croissance molle.

Évolution de la production



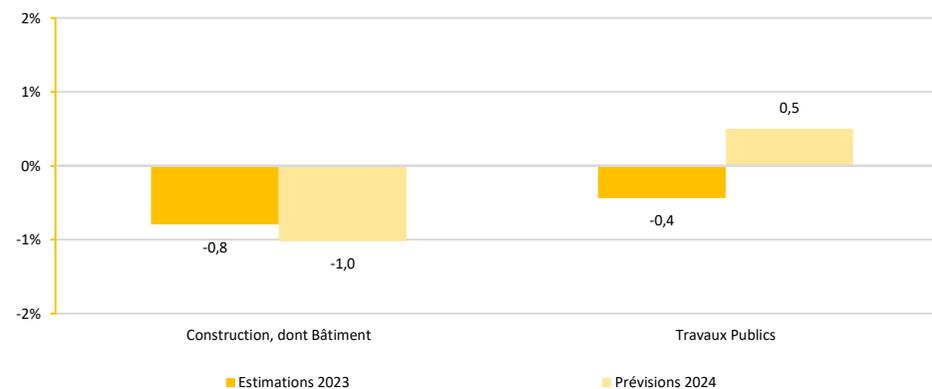
En 2023, la croissance de l'activité reste faiblement positive. En effet, le durcissement réglementaire et la normalisation des conditions de financement ont limité les mises en chantier et les demandes d'autorisation de construire. L'ensemble du secteur fait toutefois état d'une rentabilité et de capacités d'investissement plutôt préservées.

En 2024, les professionnels anticipent une quasi-stabilité d'activité tant dans le bâtiment que dans les travaux publics. En dépit d'une visibilité assez réduite, les carnets de commandes permettent d'espérer un maintien de la rentabilité pour la plupart des acteurs.

En 2023, les effectifs se sont légèrement contractés dans la construction. Cette évolution négative s'explique par l'atonie de la croissance et par des difficultés structurelles de recrutement. Ainsi, le recours à l'intérim a-t-il été une variable d'ajustement importante, principalement dans le second œuvre et les travaux publics.

En 2024, cette tendance devrait se poursuivre avec un nouveau recul des embauches. Une baisse significative du recours à l'intérim est aussi anticipée. Les travaux publics feraient toutefois exception avec une légère augmentation des recrutements.

Évolution des effectifs



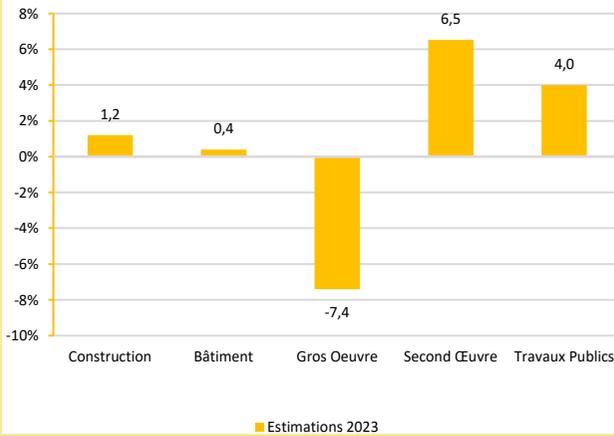
Source Banque de France – CONSTRUCTION



8,6%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

La production dans la construction est demeurée en apparence légèrement positive, compte tenu d'un effet prix.

Le gros œuvre a été pénalisé par le recul des mises en chantier, en lien avec le durcissement de l'accès au financement et des conditions réglementaires.

Une activité en manque de volume

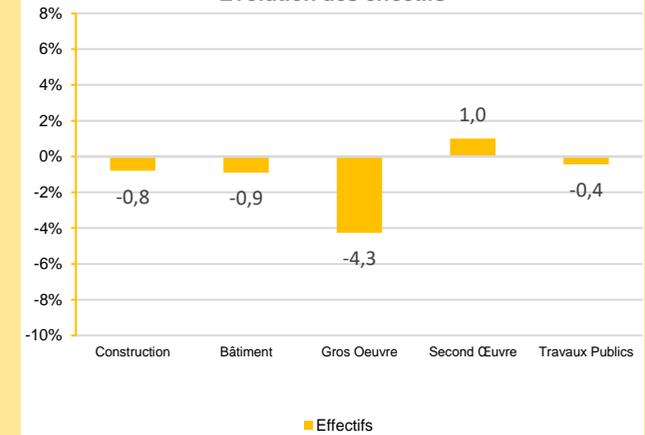
Effectifs (yc. intérim)

En raison de difficultés de recrutement structurelles et d'une conjoncture incertaine, les effectifs se sont globalement inscrits à la baisse, en particulier dans le gros œuvre.

À l'inverse, le second œuvre a affiché une faible croissance de ses équipes en 2023.

Des effectifs en baisse

Évolution des effectifs

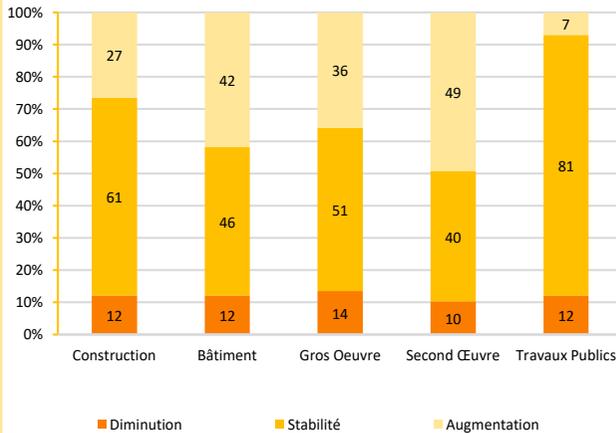


Bilan



2023

Évolution de la rentabilité



Un niveau de rentabilité satisfaisant

La rentabilité des entreprises du secteur de la construction s'est maintenue dans l'ensemble.

Elle s'est même améliorée pour près de la moitié de celles du second œuvre.

En revanche, une dégradation est à signaler pour les entreprises particulièrement exposées à la hausse du prix des intrants.

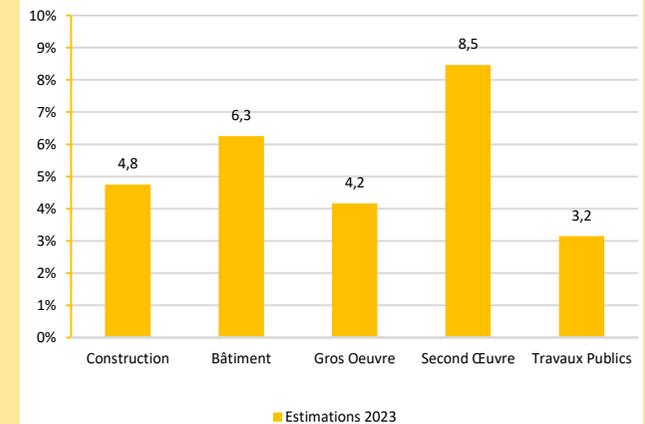
Rentabilité

Des investissements positifs

Les investissements ont enregistré une hausse, principalement dans le second œuvre.

Les travaux publics se sont démarqués par la faible croissance de leurs investissements à rapprocher de la baisse annoncée des dépenses des collectivités et l'allongement des délais de paiement pesant sur les trésoreries.

Évolution des Investissements

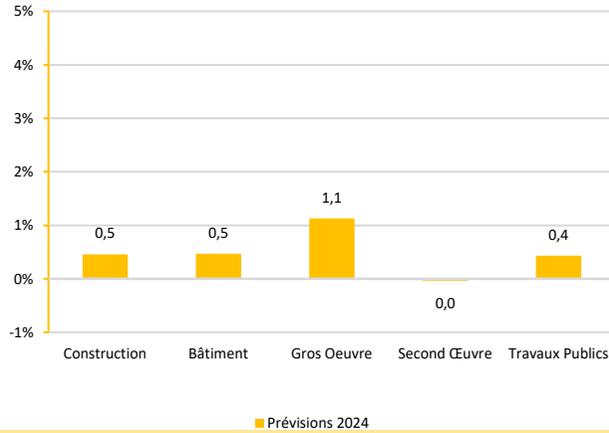


Investissements



8,6%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Les entrepreneurs anticipent une croissance d'activité faiblement positive en 2024.

Dans le gros œuvre, l'évolution de la production serait légèrement supérieure à celle du second œuvre, tandis que les travaux publics conserveraient également un niveau d'activité en croissance.

Une croissance faiblement positive

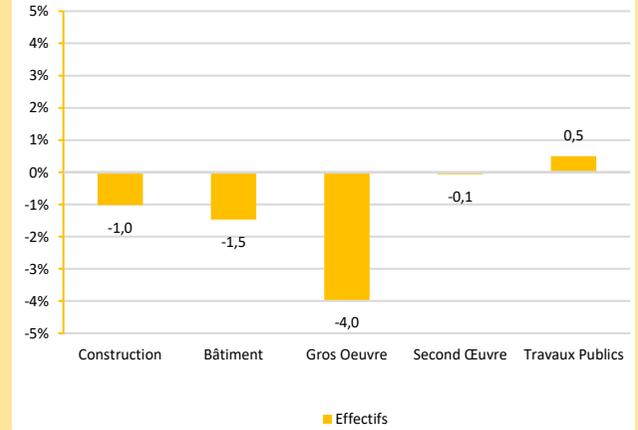
Effectifs (yc. intérim)

L'évolution des effectifs resterait sur une trajectoire de repli en 2024 dans la construction.

Cette tendance serait essentiellement imputable à une contraction marquée dans le gros œuvre.

Une contraction des effectifs

Évolution des effectifs

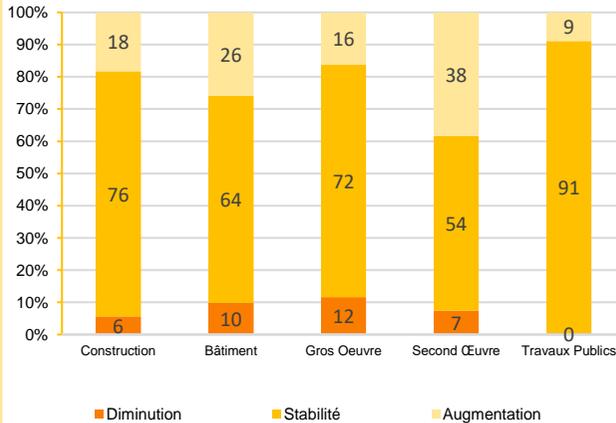


Perspectives



2024

Évolution de la rentabilité



Un maintien de la rentabilité dans l'ensemble

La plupart des chefs d'entreprises anticipent un maintien de leur rentabilité.

C'est notamment vrai pour les travaux publics alors que la situation est plus contrastée dans le bâtiment où les prévisions sont plus favorables dans le second œuvre que dans le gros œuvre.

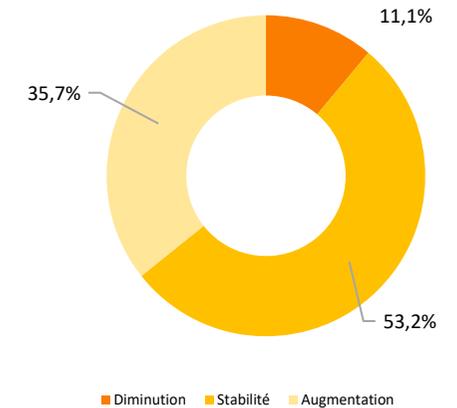
Rentabilité

Des carnets de commandes corrects

S'agissant des carnets de commandes, la tendance serait globalement à la stabilité, voire au confortement.

La visibilité des entrepreneurs reste toutefois contrariée par l'allongement des délais de paiement, l'indécision de certains donneurs d'ordre et un contexte concurrentiel exacerbé.

Évolution des carnets de commandes



Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

Sur les 1724 entreprises interrogées, 850 ont répondu, elles représentent :

Un effectif global de 164 812 personnes

Un chiffre d'affaires global de 36 083 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	330	48 220	117 912	40,89%
Ind Agricoles et Alimentaires	64	5 503	16 367	33,62%
Equip. Électri./électr. Autres machines	45	7 286	16 846	43,25%
Fab. Matériel de transport	10	11 915	17 951	66,38%
Fab. Autres produits industriels	211	23 516	65 382	35,97%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	1 075	94 941	371 408	25,38%
Transport-entrepasage, hébergement	545	26 670	111 465	23,93%
Information et communication	232	9 287	41 860	22,19%
Autres services	298	58 304	218 083	26,73%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	319	23 331	120 768	18,49%
Bâtiment	232	10 559	93 553	11,29%
Gros oeuvre	93	5 796	33 677	17,21%
Second oeuvre	139	4 763	59 876	7,95%
Travaux publics	87	11 772	27 215	43,26%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Lien Tendances régionales en Provence - Alpes - Côte d'Azur Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



Mentions légales

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

Place Estrangin-Pastré CS 90003 - 13254 MARSEILLE CEDEX 06



0512-emc-ut@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Eric SELLA, adjoint au directeur des Affaires régionales

Directeur de la publication

Denis LAURETOU, directeur régional



PROVENCE-
ALPES-
CÔTE D'AZUR